

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE**DOMAINE** : Eau et Assainissement**Direction de l'Environnement et des Grands Equipements**

Service : Eau & Assainissement

Réf. Writter et PDF : 12-0conventionmandatAELB

Bureau Communautaire du 30 novembre 2017☐ Décision**12-0**

Information

ATTRIBUTION ET VERSEMENT DES AIDES DESTINEES A LA REHABILITATION DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF EXISTANTES PRESENTANT UN DANGER POUR LES PERSONNES OU UN RISQUE ENVIRONNEMENTALE AVERE - CONVENTION DE MANDAT ENTRE L'AGENCE DE L'EAU LOIRE BRETAGNE ET LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL DE LOIRE

L'ex Communauté de Communes de Longué bénéficiait de subventions, reversées aux particuliers, dans le cadre de la réhabilitation de leurs installations d'assainissement non collectif, subventions attribuées au regard d'un cahier des charges à respecter. La Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire souhaite étendre à l'ensemble de son territoire la possibilité d'octroi de cette subvention.

Début juillet 2017, suite à un jugement du tribunal administratif d'Orléans, l'agence de l'eau avait été contrainte de suspendre l'ensemble des attributions des aides à l'assainissement non collectif et nous a informés qu'un nouveau dispositif était en préparation et devait être soumis au conseil d'administration. Un Conseil d'Administration exceptionnel, réuni le 28 septembre dernier, a validé le nouveau dispositif d'aide à l'assainissement non collectif. Les conditions d'éligibilité ne changent pas et le taux d'aide est maintenu à 60 % du montant des travaux, plafonnés à 8 500 € TTC, jusqu'à la fin du Xème programme, c'est à dire jusqu'à fin 2018.

A cet effet, l'agence de l'Eau Loire Bretagne nous propose de signer une nouvelle convention, fixée à trois ans à compter de la date de signature. Cette nouvelle convention annule et remplace l'actuelle convention pour l'ancien territoire de Longué qui doit se terminer en mars 2018.

La décision d'aide de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne étant basée sur un nombre prévisionnel d'installations, la procédure d'instruction est simplifiée en permettant au SPANC d'autoriser les particuliers à démarrer les travaux au fil de l'eau dès l'instant que l'aide sur le prévisionnel a été instruite par l'Agence (plus d'envoi de lot de dossiers avec traitement en commission à l'Agence de l'Eau).

La convention de mandat prévoit deux paiements par an suite à un état récapitulatif des bénéficiaires et des dépenses (au lieu de quatre lots par dossiers).

Pour les dispositifs avec traitement par le sol en place ou par massif reconstitué, l'utilisateur devra fournir une attestation s'engageant sur l'honneur à réaliser l'entretien.

Pour les autres dispositifs, l'utilisateur devra fournir une copie du contrat d'entretien de son installation. Sans ces documents, la subvention ne pourra pas être versée.

La durée de la nouvelle convention est fixée à 3 ans à compter de la date de signature mais le 10ème programme s'achevant, pour pouvoir bénéficier des demandes de subventions actuelles (60 % de travaux plafonné à 8 500 € TTC), les propriétaires devront impérativement engager les travaux avant le 31/12/2018.

Pour les demandes d'aides reçues après le 31/12/2018, l'instruction devra se faire en application des modalités d'aide du 11e programme de l'Agence de l'Eau (2019-2024) non connu à ce jour.

Afin de pouvoir faire bénéficier de cette subvention à tous les usagers du nouveau territoire pour l'année 2018, nous sommes tenus de transmettre toutes les pièces, dont la nouvelle convention, avant le 1er décembre 2017.

La convention ci-jointe définit les modalités à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter.

AUSSI,

VU les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

VU l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 concernant la création de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

VU la délibération n° 2017-013 DC du 02 février 2017 du Conseil de la Communauté « Saumur Val de Loire », portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions ;

CONSIDERANT le projet de convention définissant les conditions à respecter pour l'octroi de cette subvention ;

Il est proposé au Bureau :

D'APPROUVER la convention de mandat à intervenir entre la Communauté d'Agglomération « Saumur Val de Loire » et l'Agence de l'Eau Bretagne » définissant le mandat donné par l'agence au mandataire pour assurer l'instruction, la liquidation, le contrôle et le paiement des aides de l'agence de l'eau aux maîtres d'ouvrage sollicitant une subvention pour la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif dans le cadre d'une opération groupée ;

D'AUTORISER le Président ou le Conseiller Délégué en charge du Service Public d'Assainissement Non Collectif à signer cette convention ;

D'AUTORISER le Président ou le Conseiller Délégué en charge du Service Public d'Assainissement Non Collectif à prendre toute disposition nécessaire à la mise en œuvre de la présente décision.

Le Directeur de l'Environnement et des Grands
Equipements,

Le Vice-Président,
en charge de l'Eau et de l'Assainissement

Frédéric BARDOU

Christian RUAULT

Toute annexe non jointe au rapport est disponible sur le site Internet www.agglo-saumur.fr